



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 9 avril 2026

Le Conseil des gouverneurs de la Banque du Mexique a abaissé son taux directeur de 25 points de base à 6,75 %, dans le cadre de la poursuite de son cycle d'assouplissement monétaire, malgré un vote partagé (3 voix contre 2).

LE CHIFFRE A
RETENIR

6,75 %

Taux de politique
monétaire de Banxico
Mars 2026

Cette décision intervient dans un contexte de pressions inflationnistes persistantes, l'inflation globale étant passée de 3,77 % à 4,63 % entre janvier et début mars, tandis que l'inflation sous-jacente reste élevée à 4,46 %, et alors que l'activité économique montre des signes de ralentissement.

Banxico a légèrement révisé à la hausse ses prévisions d'inflation à court terme, tout en maintenant une convergence vers la cible de 3 % à l'horizon du deuxième trimestre 2027. Le bilan des risques demeure orienté à la hausse, en lien notamment avec les tensions géopolitiques, les pressions sur les coûts et les incertitudes sur le taux de change. Dans ce contexte, la banque centrale indique qu'un ajustement supplémentaire des taux reste possible, sous réserve de l'évolution des conditions macroéconomiques et financières.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

La croissance du Mexique est légèrement révisée à la hausse à 1,3 % en 2026 par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). L'organisation maintient par ailleurs inchangée sa prévision pour 2027 à 1,7 %. Cette amélioration intervient malgré un environnement international marqué par les tensions géopolitiques, et s'explique en partie par des perspectives plus favorables pour l'économie américaine, principal partenaire commercial du Mexique, dont la croissance est désormais attendue à 2,0 % en 2026. Le contexte commercial apparaît également moins contraignant qu'anticipé précédemment. Après les tensions liées aux mesures protectionnistes introduites en 2025 sous l'administration de Donald Trump, les droits de douane moyens appliqués par les États-Unis ont été revus à la baisse, passant de 14 % à 9,9 %. En outre, une large part des échanges nord-américains demeure exonérée de droits de douane, ce qui atténue l'impact sur les exportations mexicaines. En revanche, les perspectives d'inflation ont été révisées à la hausse. L'OCDE anticipe une inflation de 3,8 % en 2026 (contre 3,3 % précédemment), sous l'effet notamment de la hausse des prix de l'énergie liée au conflit au Moyen-Orient. Elle ralentirait à 3,2 % en 2027, restant légèrement supérieure aux estimations antérieures. Dans ce contexte, l'OCDE considère que le recul progressif des pressions inflationnistes devrait permettre un assouplissement de la politique monétaire, soutenant ainsi l'activité. Néanmoins, la croissance resterait modérée, reflétant la dépendance de l'économie mexicaine à la conjoncture américaine et sa sensibilité aux évolutions du commerce international et des prix de l'énergie.

Le taux de chômage au Mexique demeure faible à 2,7 % en février, malgré une dégradation de certains indicateurs du marché du travail. Ce niveau, légèrement supérieur à celui de janvier (2,6 %) et à celui observé un an auparavant (2,5 %), correspond à environ 1,6 million de personnes sans emploi. Il s'inscrit dans un contexte de progression modérée de la population active, dont le taux de participation atteint 59,0 %, un niveau encore inférieur à ceux observés en 2023/début 2024 (environ 60,5 %), traduisant une mobilisation incomplète de la main-d'œuvre. Parallèlement, la dynamique de l'emploi présente des signes de fragilité. L'emploi informel concerne 54,8 % des actifs occupés en février, soit 33,0 millions de personnes, en hausse de 0,3 point sur un an, bien qu'un léger recul soit observé en variation mensuelle. Dans le même temps, la sous-occupation augmente sensiblement, atteignant 7,0 % de la population occupée, contre 6,3 % un an auparavant. Dans l'ensemble, ces indicateurs suggèrent un marché du travail

résilient en apparence, mais marqué par des déséquilibres persistants en termes de qualité de l'emploi et d'intégration de la population active. Dans ce contexte, une amélioration progressive est attendue en 2026, soutenue par une croissance économique estimée à 1,3 %. Le taux de chômage devrait ainsi se maintenir à un niveau bas, autour de 2,7 % en moyenne sur l'année, tout en restant exposé aux incertitudes pesant sur la dynamique de l'activité.

Les transferts de fonds (*remesas*) vers le Mexique enregistrent une légère reprise en février, avec une hausse de 0,4 % g.a. à 4,47 Mds USD, après le repli observé en janvier. Cette progression repose sur une augmentation du montant moyen par envoi (395 USD, +3,7 % sur un an), qui compense la baisse du nombre de transactions (-3,2 %), suggérant un ajustement du comportement des migrants plutôt qu'un véritable rebond des flux. Corrigés des variations saisonnières, les transferts progressent marginalement (+0,1 %), mais affichent une contraction marquée en termes réels (-18,5 %), en raison notamment de l'appréciation du taux de change depuis début 2025, qui érode leur pouvoir d'achat en monnaie locale. Sur les deux premiers mois de l'année, les envois cumulés atteignent 9,06 Mds USD. Malgré cette dynamique encore fragile, une amélioration graduelle se dessine depuis le second semestre 2025. Après un recul de 4,6 % en 2025, les transferts devraient croître d'environ 3,0 % en 2026, soutenus par une stabilisation attendue du marché du travail aux États-Unis, principal pays d'origine de ces flux. Cette reprise resterait toutefois modérée, dans un contexte de conditions financières et de change encore contraignantes.

Sectoriel

Le secteur des semi-conducteurs au Mexique présente un potentiel significatif, mais demeure contraint par une forte dépendance technologique vis-à-vis de l'Asie. Le « *Plan Maestro de Semiconductores 2024-2030* » constitue le principal cadre structurant, tandis que l'intégration nord-américaine, la proximité avec les États-Unis, la compétitivité industrielle et la qualité du capital humain apparaissent comme des facteurs de soutien. Le développement du secteur se reflète notamment dans le dépôt d'environ 16 000 brevets en 2024, dont près de 700 d'origine mexicaine. Toutefois, la structuration de la filière reste incomplète. Le Mexique demeure positionné sur des segments intermédiaires, tels que l'assemblage et le conditionnement, tandis que les composants les plus avancés, en particulier les wafers de silicium, continuent d'être importés d'Asie. Cette spécialisation limite la montée en gamme et la captation de valeur ajoutée domestique. Selon l'OCDE, le développement du secteur dépendra de la capacité à attirer des investissements dans les segments amont et à renforcer l'intégration

régionale. Dans ce contexte, la révision du T-MEC devrait constituer un élément déterminant, notamment à travers l'évolution des règles d'origine, susceptibles d'influencer la localisation des investissements. À moyen terme, une réduction partielle de la dépendance aux importations de composants de base apparaît envisageable, sans toutefois permettre une autonomie complète de la chaîne de valeur.

LitioMx, opérateur public en charge de l'exploitation du lithium au Mexique, reste confronté à des contraintes d'investissement significatives qui freinent le développement du secteur. Plus de 2,3 M USD ont été engagés sur trois ans, sans qu'aucun projet d'exploration ni d'exploitation n'ait été initié à ce stade. Alors que le lithium s'impose comme une matière critique de la transition énergétique, le développement d'un gisement nécessiterait plus de 17,5 Md USD, soit un ordre de grandeur sans commune mesure avec les moyens actuellement mobilisés. Depuis la réforme de 2022, un cadre institutionnel largement fermé aux investisseurs contraint la valorisation des 1,7 million de tonnes de ressources dont dispose le pays. À l'échelle internationale, le Mexique demeure en retrait dans un marché dominé par des producteurs établis tels que le Chili et l'Australie, qui bénéficient d'infrastructures, de capacités d'investissement et d'un cadre réglementaire plus propice au développement du secteur.

La mise en service du prolongement du train suburbain reliant Buenavista à l'Aéroport international Felipe Ángeles est reportée de quelques semaines, en raison de certifications techniques encore en cours pour l'exploitation commerciale et la sécurité des usagers. Initialement prévue avant la période de Semaine sainte, cette infrastructure vise à améliorer l'accessibilité d'un aéroport situé à près de 45 km de la capitale et dont le taux d'utilisation reste limité (environ 40 %). Ce retard intervient dans un contexte où les contraintes d'accès constituent l'un des principaux freins à la montée en charge de l'aéroport. La nouvelle liaison ferroviaire devrait permettre de réduire le temps de trajet à environ 43 minutes, avec une fréquence estimée à 15 minutes, contribuant ainsi à renforcer l'intégration de cette infrastructure dans le système de transport métropolitain. À moyen terme, la mise en service de cette connexion apparaît déterminante pour soutenir la fréquentation de l'aéroport et améliorer son positionnement dans l'offre aéroportuaire de la région de Mexico.

Finances publiques

La dette publique du Mexique devrait continuer d'augmenter d'ici 2027 pour atteindre environ 55 % du PIB. Cette dynamique reflète le maintien de déficits

publics élevés, malgré un effort de consolidation budgétaire annoncé par le ministère des Finances et du Crédit Public (SHCP). Les autorités anticipent une réduction du déficit public global (incluant les entreprises publiques et les coûts financiers) de 4,9 % du PIB en 2025 à 4,1 % en 2026 puis 3,5 % en 2027. Toutefois, des projections alternatives suggèrent un ajustement plus limité, avec un déficit autour de 4,3 % en 2026 et 4,6 % en 2027, en raison de rigidités budgétaires et de contraintes politiques, ce qui retarderait la stabilisation de la dette. Les hypothèses macroéconomiques apparaissent relativement optimistes. La croissance est projetée à 2,3 % en 2026 et 2,4 % en 2027, au-dessus du consensus (1,5 % - 1,8 %), portée par l'investissement privé, la consommation et les exportations. En parallèle, les anticipations d'assouplissement monétaire de Banxico (taux directeur à 6,25 % en 2026 et 5,50 % en 2027) sont inférieures aux attentes du marché, ce qui pourrait entraîner des risques à la hausse sur le coût de financement public. Selon le SHCP, les recettes publiques devraient reculer de 23,2 % du PIB en 2026 à 22,2 % en 2027, sous l'effet combiné d'une appréciation du taux de change et d'une contribution pétrolière plus faible, malgré un prix du baril élevé en 2026 (77,3 USD). Parallèlement, les dépenses seraient réduites de 26,8 % du PIB en 2026 à 25,2 % en 2027, soit un ajustement de 1,6 point de PIB. Ce dernier apparaît ambitieux au regard des rigidités structurelles selon la banque Banamex, notamment en raison des engagements sociaux du gouvernement et du soutien à Pemex. En outre, une réduction plus graduelle du déficit, combinée à des hypothèses de croissance et de recettes moins favorables, pourrait freiner la stabilisation de la dette et peser sur la crédibilité de la politique budgétaire.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	09/04/2026
Bourse (IPC)	2,98%	34,90%	70 221,76 points
Change MXN/USD	-2,42%	-14,27%	17,34
Change MXN/EUR	-0,93%	-8,24%	20,31
Prix du baril mexicain	-0,32%	56,67%	89,81

Amérique centrale

Costa Rica

La Banque Centrale du Costa Rica (BCCR) a décidé de maintenir son taux directeur à 3,25 %, inchangé depuis décembre 2025. La décision, prise le 26 mars 2026, n'a pas été unanime puisque 2 des 6 directeurs du conseil d'administration de la BCCR se sont opposés à cette décision. Le choix de l'institution aurait été orienté par les incertitudes internationales et les possibles pressions inflationnistes causées par le conflit entre les Etats-Unis, Israël et l'Iran. Pourtant, au début du mois de mars, le FMI avait suggéré que le taux directeur de la BCCR soit abaissé, considérant la politique monétaire costaricaine actuelle trop restrictive. Plusieurs secteurs productifs, notamment le tourisme, les exportations et l'industrie, ont également appelé à une baisse de 0,25 point de pourcentage du taux directeur, dans un contexte où l'inflation au Costa Rica est négative et inférieure à la cible (3 % ± 1 %).

Selon les dernières estimations de l'OCDE, le Costa Rica n'investirait que 0,29 % de son PIB dans la Recherche et le Développement (R&D). Le pays se classerait donc dernier du groupe OCDE en termes d'investissements dans la R&D, à égalité avec la Colombie et suivi de près par le Chili. À titre de comparaison, la moyenne de l'OCDE s'élèverait à 2,7 % du PIB, tandis que les dépenses totales de R&D de l'ensemble des pays de l'OCDE auraient atteint environ 2 300 Mds USD en 2024.

El Salvador

Au Salvador, l'investissement direct étranger (IDE) a chuté de 37,1 % en 2025, confirmant une tendance à la baisse pour la deuxième année consécutive. Les flux nets se sont établis à 474,8 MUSD, reflétant une diminution marquée par rapport à 2024. Cette évolution suggère un affaiblissement de l'attractivité du pays, avec des sorties de capitaux dans certains secteurs comme l'électricité. Les investissements en provenance des États-Unis reculent sensiblement, tandis que le Panama devient le premier investisseur. Cette tendance pourrait peser sur les perspectives de croissance à moyen terme.

Au Salvador, les transferts de fonds (remesas) ont atteint près de 10 Md USD en 2025 (+17,7 % g.a.), consolidant leur rôle central dans l'économie. Elles représentent environ 24 % du PIB et constituent la principale source de devises du pays. Malgré une légère baisse du nombre de bénéficiaires et du montant moyen par personne, les flux totaux restent dynamiques et soutiennent la consommation des ménages. Cette dépendance accrue aux transferts,

principalement en provenance des États-Unis, souligne la vulnérabilité externe de l'économie salvadorienne. La tendance reste orientée à la hausse début 2026.

Guatemala

Au Guatemala, la hausse des prix du pétrole liée aux tensions internationales devrait accentuer l'inflation entre avril et mai et peser sur les finances publiques.

Pays entièrement dépendant des importations d'énergie, le Guatemala subit un choc externe qui renchérit les coûts de transport et d'alimentation. Le prix du pétrole a fortement augmenté depuis début mars, entraînant déjà une hausse significative des carburants. Les autorités anticipent une accélération de l'inflation dans les prochains mois, dans un contexte de forte incertitude. Le recours à des subventions pour contenir la hausse des prix pourrait toutefois accroître les pressions budgétaires.

Au Guatemala, l'afflux record de devises en 2025 (+5,9 Md USD) a soutenu la stabilité du taux de change. Ce solde positif de la balance de change repose principalement sur les transferts de fonds (*remesas*) (plus de 25 Md USD) et l'augmentation des emprunts en dollars du secteur privé. Cette abondance de devises a permis de renforcer les réserves internationales et de contenir les pressions sur la monnaie. Toutefois, un ralentissement récent de la croissance des *remesas* pourrait limiter cet effet en 2026. Les autorités anticipent néanmoins une stabilité du taux de change à court terme.

Honduras

L'Union Européenne et la Banque Européenne d'Investissement soutiennent le renforcement du réseau électrique hondurien via des investissements dans sept lignes de transmission. Un prêt de 200 M EUR et des financements plus larges destinés au marché régional visent à moderniser des infrastructures vieillissantes et à répondre à la hausse de la demande. Le projet s'inscrit dans une stratégie d'ouverture du secteur énergétique, alors que l'opérateur public fait face à des contraintes financières importantes. Ces investissements pourraient améliorer la fiabilité du réseau et favoriser l'intégration énergétique régionale.

Nicaragua

Au Nicaragua, les exportations ont progressé de 14,6 % en 2025, soutenues par la hausse des prix et des volumes. Elles ont atteint 9,3 Md USD, tirées notamment par les secteurs agricole et minier. Les exportations de services ont également légèrement augmenté, portées par le transport et les services aux entreprises. Cette dynamique confirme le rôle du commerce extérieur comme moteur de

croissance. Elle reste toutefois en partie dépendante de conditions favorables sur les marchés internationaux.

Panama

L'Autorité Nationale des Douanes (ANA) a instauré le 1er avril une nouvelle stratégie visant à contrôler les flux des marchandises sortants du Panama. Désormais, toute marchandise sortant du territoire panaméen devra être accompagnée d'une déclaration d'exportation ou de réexportation. Jusqu'à présent, certaines marchandises, notamment en transit via les zones franches, pouvaient sortir du pays sans être soumises à un enregistrement complet. Ainsi, cette mesure viserait à renforcer la traçabilité et la transparence des mouvements des biens en provenance ou transitant par le Panama. Ceci constituerait la première phase d'un processus de vérification du respect des régimes et des formalités douanières qui a débuté dans la Zone Libre de Colon (ZLC).

Le ministère du Commerce et de l'Industrie (MICI) a autorisé l'entreprise Minera Panama à traiter, exporter et commercialiser le minerai déjà extrait et actuellement exposé sur le site de la mine de cuivre Cobre Panama. Cette autorisation ne constitue pas une reprise de l'activité minière mais viserait à limiter la pollution des sols et des nappes. Pour rappel, Minera Panama, filiale du canadien First Quantum, avait obtenu la concession de la Mine de Donoso avant sa fermeture en 2023 (à la suite de la déclaration d'inconstitutionnalité de la loi-contrat de concession). Le MICI a précisé que l'Etat ne financerait pas cette activité et qu'il obtiendrait des redevances de l'entreprise sur la vente du minerai. Selon First Quantum, ces dernières s'élèveraient à 60 M USD, tandis que le coût du traitement du minerai assumé par l'entreprise serait de 250 M USD. Il est également prévu que cette activité dynamise l'économie panaméenne, générant environ 1 000 emplois supplémentaires et 350 M USD d'achats de biens et services à des fournisseurs locaux. Le processus durerait 13 mois durant lesquels l'entreprise sera chargée de remettre des rapports mensuels aux autorités. Au total, environ 70 000 tonnes de concentré de cuivre devraient être exportées.

Le Panama et les États-Unis accusent la Chine d'entraver le passage de navires panaméens en représailles à l'annulation de la concession portuaire détenue par le groupe hongkongais CK Hutchison au Panama. En mars, la Chine aurait en effet procédé à l'inspection de 92 navires battant pavillon panaméen selon le Système de renseignement informatisé de l'Asie – Pacifique (APCIS) du Protocole de Tokyo. Cela correspondrait à 74,2 % du nombre total de navires inspectés par les autorités chinoises pour des raisons de non-conformité, soit une augmentation de 384,2 % par rapport au mois de février 2025. En comparaison, lors du mois de mars 2025, seulement 34 % des bateaux inspectés par la Chine battaient pavillon panaméen. Les motifs avancés par les autorités chinoises sont relatifs aux normes

de sécurité et au respect des conventions internationales sur la pollution maritime. L'augmentation des inspections survient cependant à la suite de l'annulation de la concession des terminaux portuaires de Balboa et de Cristobal au hong-kongais Hutchison par la Cour Suprême du Panama. Marco Rubio, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, s'est dit préoccupé par les agissements de la Chine qui porteraient atteinte à « l'Etat de droit panaméen » et au commerce international. Pour sa part, la Chine aurait réagi, accusant les Etats-Unis de vouloir prendre le contrôle du Canal et de rapporter des informations infondées.

Le Conseil des ministres a autorisé la présentation à l'Assemblée nationale d'un projet de loi visant à modifier et à abroger certains articles de la Loi 32 de 1927 sur les sociétés anonymes. Cette réforme aurait pour but d'adapter le cadre juridique panaméen aux standards internationaux en matière de transparence d'entreprise et de conformité fiscale. Plus précisément, la mesure traduirait la volonté de sortir ou de ne pas retourner sur les listes anti-blanchiment et fiscales, comme celle du Groupe d'Action Financière (GAFI) ou celle de l'Union Européenne. Elle formerait partie d'un processus engagé par le ministère de l'Economie et des Finances le 27 février dernier, permettant la dissolution de sociétés anonymes radiées.

Caraïbes

Cuba

L'approvisionnement énergétique de Cuba reste limité côté américain et soutenu stratégiquement par la Russie. Depuis le début de l'année, le secteur privé cubain a importé près de 30 000 barils de carburant en provenance des États-Unis. Les livraisons ont débuté en février et ont augmenté progressivement, avec des cargaisons transportées principalement en isotanks à bord de porte-conteneurs. Jusqu'à présent, environ 200 de ces conteneurs, d'une capacité de plus de 21 000 litres chacun, auraient été déchargés sur l'île. Le carburant, majoritairement du diesel, est destiné à des PME privées, notamment des boulangeries, des distributeurs alimentaires et des plateformes de commerce électronique. Malgré cette augmentation, le volume reste marginal par rapport à la demande. Avant la crise actuelle, le pays nécessitait environ 100 000 barils par jour pour soutenir son système électrique et ses transports. Dans ce contexte, ces livraisons ne représentent qu'une fraction de la consommation totale. Parallèlement, après trois mois sans recevoir aucune livraison officielle de pétrole, Cuba a accueilli fin mars le pétrolier russe Anatoli Kolodkin. Le navire transportait environ 100 000 tonnes métriques de brut, soit près de 740 000 barils, et a été envoyé par Moscou avec l'accord des autorités américaines. Selon les autorités cubaines, cette

cargaison permettra de produire différents produits raffinés tels que le gaz de pétrole liquéfié, l'essence, le diesel et le fioul, destinés à satisfaire des besoins essentiels. Des sources du ministère de l'Énergie et des Mines estiment que cette livraison permettra de maintenir le fonctionnement du système électrique national et d'autres activités économiques pendant environ dix jours. Cette opération s'inscrit dans la coopération énergétique entre la Russie et Cuba et intervient malgré les sanctions internationales et les pressions des États-Unis visant à limiter les flux de pétrole vers l'île.

Le gouvernement mexicain a officialisé l'octroi de près de 35 M USD afin d'étendre à Cuba le programme agricole « Sembrando Vida », axé sur la production alimentaire et l'emploi en milieu rural. L'Agence mexicaine de coopération internationale pour le développement (AMEXCID) mettra en œuvre la deuxième phase du projet sur l'île, dans le cadre d'un mécanisme de don financé par le Fonds Mexique et impliquant notamment le Banco Nacional de Comercio Exterior (BANCOMEXT), le ministère des Affaires étrangères et le Banco del Bienestar, responsables de la gestion financière et opérationnelle du programme. Ce programme s'inscrit dans la stratégie de coopération internationale du Mexique dans les Caraïbes et vise à promouvoir l'autosuffisance alimentaire à Cuba à travers le financement d'intrants, l'assistance technique et le renforcement des capacités productives dans le secteur agricole, bénéficiant déjà à environ 5 000 agriculteurs.

Haïti

Dans le cadre de la troisième revue du programme de référence, le FMI se montre positif quant au respect des cibles financières énoncées mais des facteurs endogènes et exogènes font craindre une aggravation de la situation économique. Le FMI a indiqué qu'à la fin du mois de décembre 2025 toutes les cibles ont été atteintes, notamment celles relatives à l'accumulation de réserves internationales, au solde primaire, à la mobilisation des recettes et aux dépenses sociales. Cependant, la persistance de l'insécurité, la fragilité politique et la récente hausse des cours du pétrole aggravent la situation humanitaire et économique du pays. En dépit des incertitudes liées à une éventuelle suppression du Statut de protection temporaire des Haïtiens aux États-Unis, les transferts de fonds demeurent élevés, contribuant à atténuer la dégradation du compte courant induite par la hausse des cours du pétrole. Les autorités haïtiennes ont réaffirmé leur engagement à mettre en œuvre le programme de référence et ont sollicité sa prolongation jusqu'au 19 juin 2027.

Ce mercredi 1er avril, James Monazard, ministre haïtien du Commerce et de l'Industrie, a rencontré Nicolas Forissier, ministre délégué français chargé du Commerce extérieur. Les deux ministres se sont accordés sur leur volonté de

développer les relations commerciales bilatérales et d'encourager l'intérêt des entreprises françaises pour le marché haïtien. Ont été envisagées la mise en place d'un corridor commercial haïtien au sein du dispositif Team France Export et la désignation d'un référent dédié aux filières haïtiennes au sein de Business France. Ont également été évoqués le développement de micro-parcs industriels en région, avec l'appui d'institutions comme l'AFD et Expertise France, un accompagnement technique et financier pour le ministère du Commerce et de l'Industrie haïtien et le soutien de programmes d'appui à l'entrepreneuriat visant les femmes et les jeunes.

Jamaïque

Les dommages causés par l'ouragan Melissa aux infrastructures électriques auraient entraîné une dépréciation d'actifs de 22,3 M USD pour la Jamaica Public Service Company (JPS), unique fournisseur d'électricité du pays. Dans ses états financiers audités, la JPS - détenue par le groupe japonais Marubeni, le coréen East-West Power et le gouvernement jamaïcain à hauteur de 20 % - précise que ces pertes concernent ses installations, centrales et équipements de transmission et de distribution. L'ouragan a également pesé sur la qualité des créances, dans un contexte de difficultés accrues des clients à honorer leurs factures : les impayés auraient atteint 201,7 M USD en 2025, en hausse de 8,9 % par rapport à 2024. Par ailleurs, le résultat net a chuté de 53 % sur un an, pour s'établir à 28,9 M USD en 2025, principalement sous l'effet de cet événement climatique. Dans ce contexte, l'entreprise indique être désormais exposée à des risques accrus de liquidité et de solvabilité. À noter que la licence de fourniture d'électricité de la JPS arrive à échéance en juillet 2027, ce qui devrait conduire à des discussions prochaines avec le gouvernement jamaïcain.

République Dominicaine

Malgré une inflation contenue et une croissance ayant atteint en février 2026 son plus haut niveau depuis 11 mois, le gouvernement a révisé ses projections macroéconomiques. En effet, la Banque Centrale de la République Dominicaine (BCRD) a indiqué un taux d'inflation de 4,67 % g.a. pour le mois de février 2026, en baisse par rapport au taux de 4,98 % observé au mois précédent. La croissance, quant à elle, semblerait repartir à la hausse après une année 2025 atone (+ 2,1 % g.a.) avec des taux de croissance de 3,5 % et 3,9 % respectivement pour les mois de janvier et février 2026. Ceci étant, dans son nouveau *Panorama macroéconomique 2026-2030*, le ministère dominicain de l'Economie et des Finances a ajusté ces projections macroéconomiques pour prendre en compte les conséquences liées aux tensions au Moyen-Orient. Il projetait une inflation à 3,8 % pour 2026 en août 2025 contre 5 % aujourd'hui, ce qui signifie que l'inflation

pourrait se retrouver en dehors de la cible de la BCRD (4,0 % \pm 1,0 %) dans les prochains mois. De son côté, la projection de croissance a été revue à la baisse et est passé de 4,5 % en août 2025 à 3,75 % aujourd'hui. Pour le moment, la BCRD n'a pas indiqué modifier ses projections pour 2026 (inflation dans la cible et croissance entre 3,5 % et 4,0 %).

Alors que la République dominicaine vient de battre ses records d'arrivées de touristes pour les mois de janvier et février, elle signe quinze nouveaux accords lors du *RD Tradeshow 2026* à Miami. Selon la BCRD, le nombre de passagers non-résidents venus dans le pays en avion serait passé de 1,67 M à 1,82 M entre janvier-février 2026 et janvier-février 2025, soit une augmentation de 9,0 %. Le succès du salon *RD Tradeshow 2026* à Miami témoigne de l'attrait du secteur touristique pour la République dominicaine, malgré le conflit au Moyen-Orient et la hausse des prix du kérosène. Les quinze accords ont été signés avec des tour-opérateurs, des agences de voyage et plusieurs compagnie aériennes tels que Aeromexico, Air Canada et Condor. Ces dernières se sont engagées à multiplier les vols hebdomadaires en provenance de ces destinations.

Sainte-Lucie

Selon le projet de loi de finances 2026-2027, les dépenses devraient atteindre 2,18 Md XCD (soit environ 805 M USD), pour des recettes estimées à 1,83 Md XCD (l'équivalent de 676 M USD). Ce budget, le plus élevé de l'histoire de Sainte-Lucie, vise à assurer la poursuite des projets engagés par le gouvernement. En matière d'infrastructures, il inclut notamment la construction de l'autoroute Julian R. Hunte et du pont de Choc. Le texte prévoit qu'au moins 200 M XCD (73,8 M USD) seront financés par recours à l'emprunt et par une émission obligataire. Le projet doit être examiné par le Parlement au cours du mois d'avril.

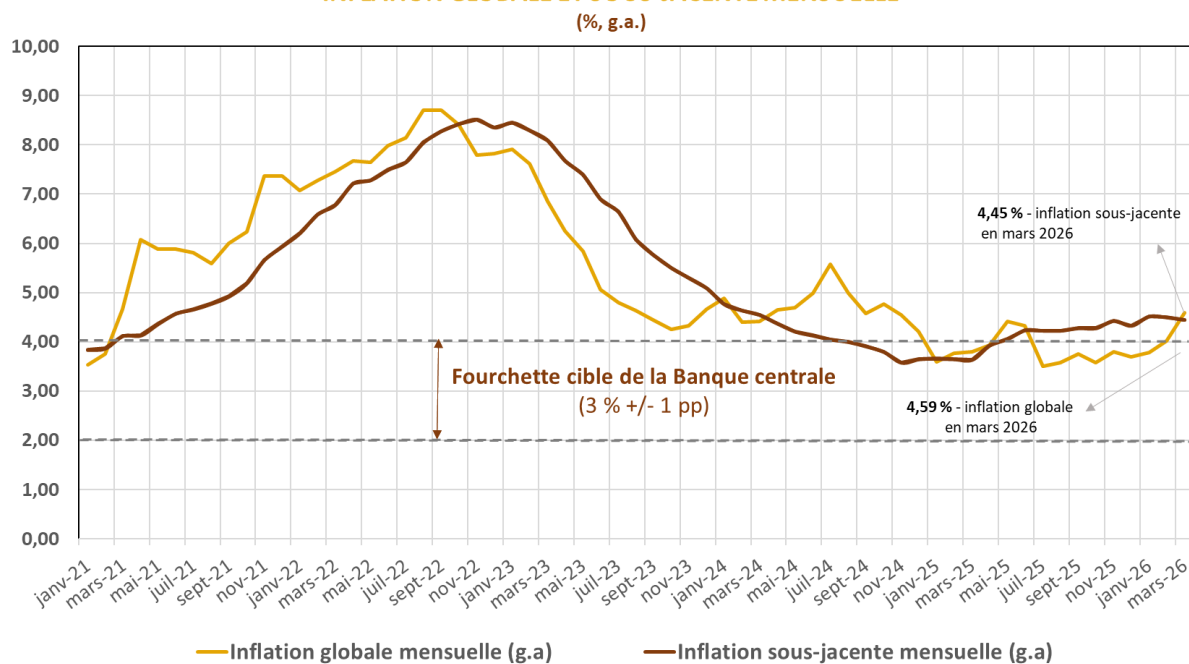
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dettes publique (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 856,4	3,7%	3,4%	1,4%	0,6%	1,5%	58,9%	3,9%	6,75%
Belize	0,4	3,2	9,3%	0,5%	3,5%	1,5%	2,4%	65,4%	1,4%	2,25 %
Costa Rica	5,3	95,4	4,6 %	5,1%	4,3%	3,6%	3,3%	59,7%	0,4%	3,25%
Guatemala	17,9	120,8	4,2%	3,5%	3,7%	3,8%	3,6%	27,0%	1,7%	3,75%
Honduras	10,7	37,1	4,1%	3,6%	3,6%	3,8%	3,5%	45,1%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	19,7	3,6%	4,4%	3,6%	3,0%	2,9%	39,3%	2,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,4	2,9%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,6%	0,3%	--
Haïti	12,4	25,3	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-3,1%	-1,2%	11,8%	27,8%	10,00%
Jamaïque	2,8	21,9	6,4%	2,7%	-0,5%	2,1%	1,5%	59,2%	4,2%	5,75%
Panama	4,5	86,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,0%	4,0%	59,6%	-0,1%	--
République Dominicaine	10,8	124,6	5,2%	2,2%	5,0%	3,0%	4,5%	60,0%	3,7%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2025 (Janvier 2026 pour les prévisions de croissance Mexique)

- Annexe Graphique Mexique -

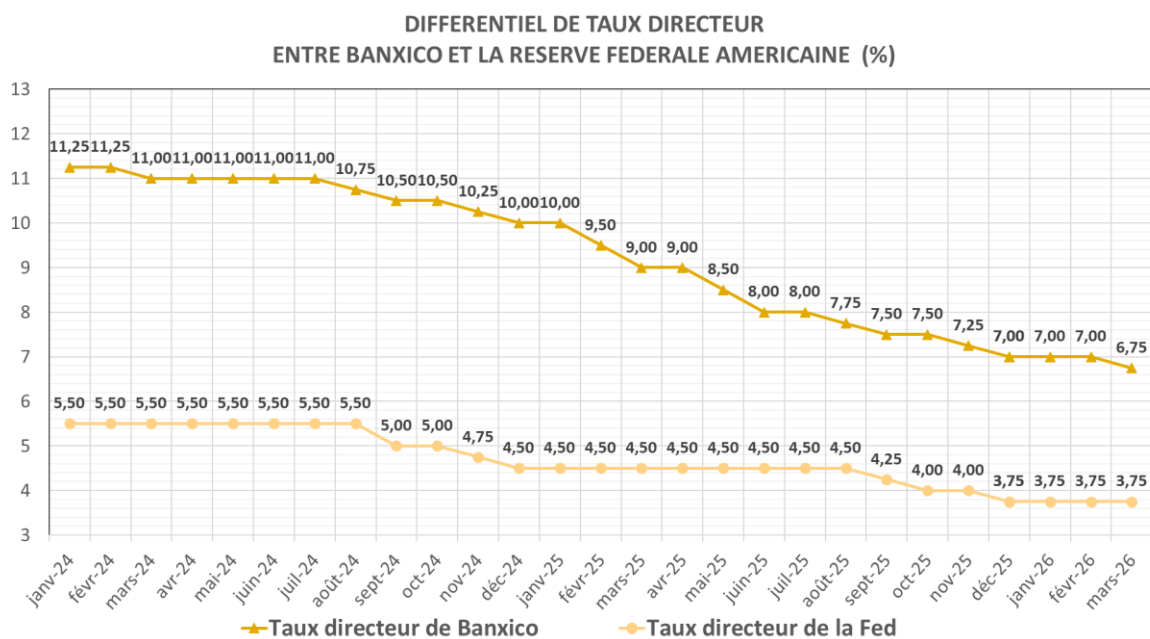
INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

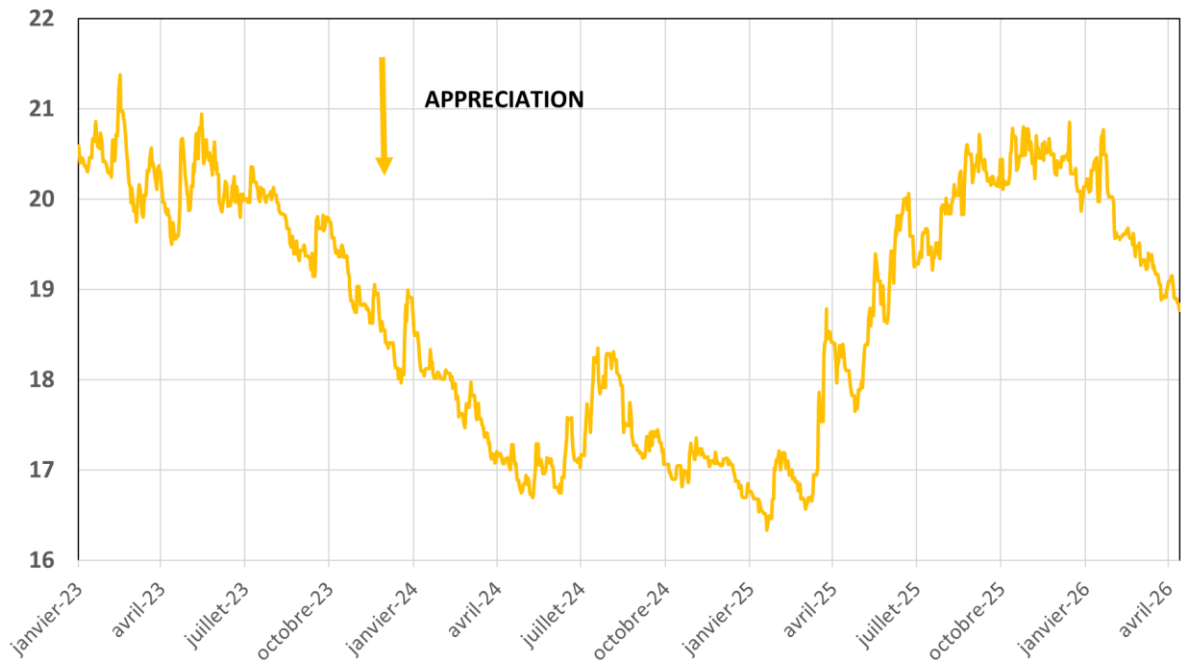
date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325
déc-25	7,00	3,75	325
janv-26	7,00	3,75	325
févr-26	7,00	3,75	325
mars-26	6,75	3,75	300

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

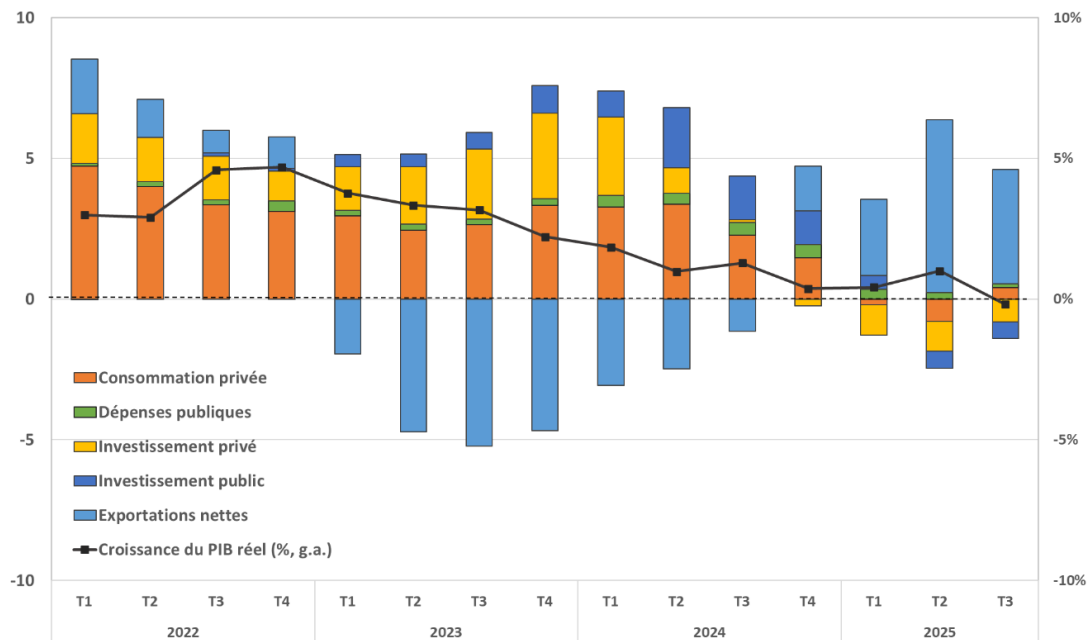
EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

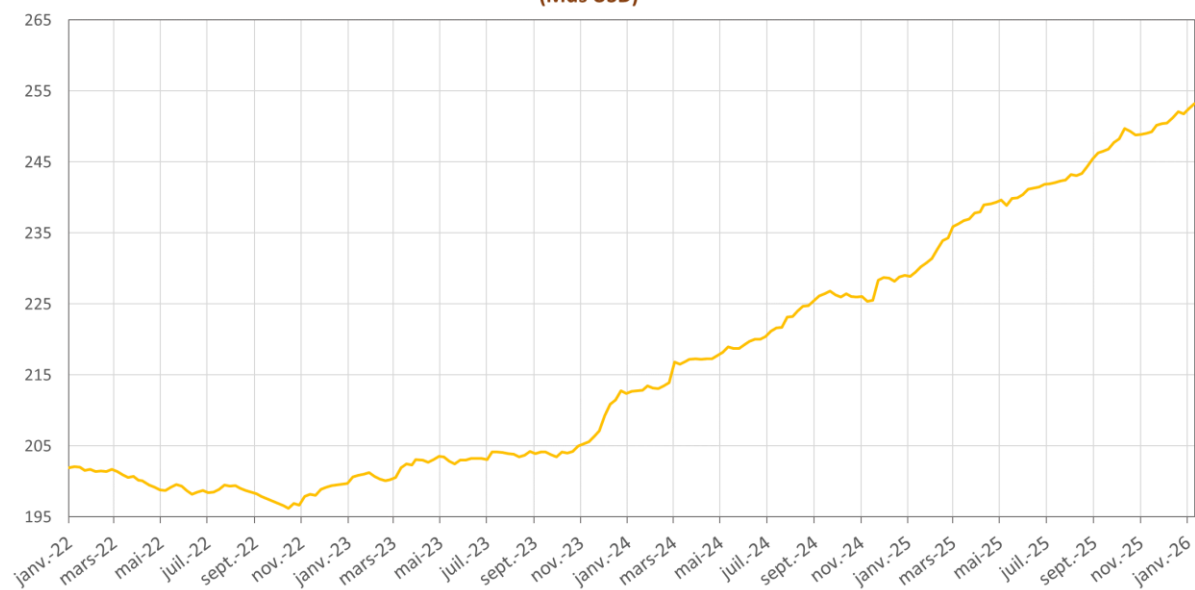
PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr